

Unité départementale de la Somme
12, rue du Maître du Monde
80 440 GLISY

Glisy, le 02/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



PARC EOLIEN DU HAUT PLATEAU PICARD 1 SAS

PARC EOLIEN
Du Haut Plateau Picard
80 310 LE MESGE

Références : 2022-E20100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement PARC EOLIEN DU HAUT PLATEAU PICARD 1 SAS implanté PARC EOLIEN Du Haut Plateau Picard 80 310 LE MESGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DU HAUT PLATEAU PICARD 1 SAS
- PARC EOLIEN Du Haut Plateau Picard 80 310 LE MESGE
- Code AIOT dans GUN : 0005107657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le Parc éolien du Haut Plateau Picard est composé de 11 aérogénérateurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- balisage;
- suivi environnemental;
- accès;
- panneau;
- intérieur;
- contrôle des brides et du mât;
- registre de maintenance;

- moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------------|--|---|-------------------|
| Conformité balisage | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11 | / | Sans objet |
| Suivi environnemental | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | / | Sans objet |
| Accès | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | / | Sans objet |
| Panneau et identification mât | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | / | Sans objet |
| Intérieur | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | / | Sans objet |
| Contrôle des brides et du mât | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I | / | Sans objet |
| Registre de maintenance | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte contre incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seule la base des éoliennes E12 et E16 a été contrôlée. Les prescriptions vérifiées sont conformes.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conformité balisage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Balisage |
| Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile. |
| Constats : Les éoliennes E16 et E12 ont été contrôlées de jour. Le balisage de ces deux éoliennes est conforme (lumière blanche clignotante). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Suivi environnemental

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement. |
| Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 05/05/2022 un justificatif de dépôt des données brutes du suivi de mortalité 2019 du parc éolien Haut Plateau Picard. Les éoliennes E12 et E16 ont été contrôlées. Le jour de la visite, ces éoliennes étaient bridées, comme le préconise le suivi environnemental. Par courriel du 25/05/2022, l'exploitant a transmis les rapports de passage de la société en charge de l'entretien des plateformes pour l'année 2022 (un passage le 27/04/2022) et pour l'année 2021 (4 passages les 05/04/2021, 24/06/2021, 02/08/2021 et 17/10/2021). |
| Observations : Les données brutes obtenues pour le suivi environnemental de 2021 devront être déposées sur la plateforme de dépôt des données. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Accès |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. |
| Constats : Seules les éoliennes E12 et E16 ont été contrôlées. Les éoliennes étaient maintenues fermées à clef le jour de la visite d'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Panneau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public |
| Prescription contrôlée : [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. |
| Constats : Seules les éoliennes E16 et E12 ont été contrôlées. Des panneaux positionnés sur le chemin d'accès mentionnent les prescriptions à observer par les tiers. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Intérieur

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 |
| Thème(s) : Risques chroniques, propreté |
| Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| Constats : Seule la base des éoliennes E12 et E16 a été contrôlée. Elle est maintenue propre. Il n'y a pas d'entreposage de matériel. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Contrôle des brides et du mât

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle-Brides et mât |
| Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. |
| Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'un contrôle visuel de l'ensemble des brides de fixation, des brides de mât, de la fixation des pâles et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur est réalisé tous les ans. Tous les 5 ans, un pourcentage de brides est resserré. Tous les 10 ans, l'ensemble est resserré. Par courriel du 24/05/2022, l'exploitant apporte des précisions concernant le contrôle visuel annuel: "L'inspection visuelle consiste à un contrôle visuel de : - Vis / fixations manquantes, - Corrosion, - Torsion des vis (défaut de serrage), - Autres irrégularités. Si un boulon est trouvé desserré: 1. Enlever tous les précédents marquages 2. Resserrer le boulon concerné au couple 3. Effectuer un marquage jaune [...] 4. Contrôler tous les autres boulons de l'élément concerné (flange ou pale par exemple) 5. Revenir entre 500 et 1500h après, pour effectuer un contrôle et second marquage jaune [...]" |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Registre de maintenance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation [...]. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. |
| Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 24/05/2022 deux manuels de maintenance dans lesquels sont précisé la nature des opérations de maintenance. L'un des deux manuel concerne la maintenance annuelle type 2. L'autre concerne -la maintenance après 300 à 500 heures de fonctionnement après la mise en service (type 1), -la maintenance principale annuelle (type 3) pour la première fois un an après la maintenance de type 1, -la maintenance après cinq ans (type 4). Les manuels d'entretien sont accessibles depuis l'éolienne par le biais d'un QR code. L'exploitant indique que l'ensemble des opérateurs est équipé d'un smartphone permettant de scanner ces QR codes. Un autre QR code permet à l'opérateur d'indiquer les opérations de maintenance effectuées, leur nature, les défaillances constatées, les opérations préventives et correctives engagées, afin de compléter le registre associé à l'éolienne. L'exploitant a présenté le registre associé à l'éolienne E12 le jour de la visite. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. |
| Constats : Par courriel du 05/05/2022, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs suite au contrôle réalisé le 08/11/2021 par la société PREVENTI. Les extincteurs des éoliennes E16 et E1 (éoliennes ayant été contrôlé le jour de la visite d'inspection) ont été vérifiés. Aucune maintenance n'est nécessaire sur ces extincteurs. Le jour de la visite, seuls les extincteurs à la base des éoliennes E16 et E12 ont été contrôlés par l'inspection. L'extincteur à la base de l'éolienne E16 indique une vérification en février 2021 (alors que le rapport de vérification des extincteurs mentionne la date du 08/11/2022). L'exploitant signale qu'il s'agit d'une erreur de poinçonnage. |
| Observations : L'exploitant veillera à ce que la date de vérification mentionnée sur les extincteurs soit exacte. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

